

Philippe Van Parijs,  
**Universitaires engagés ou désengagés ?**

*Lobby. Dans l'antichambre des cercles de pouvoir 13 (hiver 2010-11), p.29.*

Six universitaires ont été chargés par le médiateur royal Johan Vande Lanotte de cadrer et interpréter la simulation par la Banque nationale de diverses propositions de réforme de la loi de financement des entités fédérées. C'est sans doute une première dans l'histoire du pays, en tout cas sur un mode aussi explicite et sur une question aussi cruciale. Mais n'attend-on pas un peu trop de ces "experts"? Ne risquent-ils pas d'être aussi partiaux que les politiques? Il est essentiel qu'ils ne le soient pas, que leur honneur et leur éthique les empêchent de l'être.

Plus que toute autre, en effet, une démocratie ethniquement divisée comme la nôtre a un besoin vital d'universitaires intègres et compétents qui s'efforcent de répondre aussi bien qu'ils le peuvent aux nombreuses questions factuelles que soulève tout effort sérieux pour réformer ses institutions. Pas des gagne-petit prêts à éroder le crédit de leur institution et de leur profession en acceptant d'enduire d'un vernis scientifique les conclusions préconçues des partis ou des lobbies qui rémunèrent leurs services. Mais des scientifiques qui auraient honte de falsifier des chiffres gênants ou de camoufler les prémisses les plus fragiles de leurs modèles. Des experts qui mettent au contraire leur point d'honneur à reconnaître honnêtement la vérité d'un constat, la force d'un argument ou la pertinence d'une analyse même si, ce faisant, ils contredisent les déclarations des leaders de leur communauté ou déforcent la défense des intérêts de leur région. De vrais universitaires qui ont la liberté, et donc la responsabilité de dire la vérité, même et surtout si elle n'est pas faite pour plaire à leur propre communauté, même et surtout s'ils risquent, en donnant raison aux "autres", de se faire traiter de "traîtres" ou de "collabos".

Cette détermination à dire la vérité n'est nullement incompatible avec l'engagement. Les universitaires n'ont pas seulement pour devoir de dire ce qu'au mieux de leur compétence et sous le contrôle de leurs collègues ils estiment être *vrai*. En particulier dans un pays aussi petit que le nôtre, ils ont pour devoir d'aider davantage les politiques en se prononçant sur ce qu'il leur paraît *juste* de faire, certes à la lumière de leur analyse factuelle mais aussi nécessairement à l'aune de jugements de valeur, qu'ils doivent être prêts à expliciter et défendre devant tous — c'est-à-dire au moins, s'il s'agit de mesures ou réformes fédérales, devant les habitants de chacune des régions du pays.

C'est dans cet esprit qu'a pris forme l'initiative Re-Bel ([www.rethinkingbelgium.eu](http://www.rethinkingbelgium.eu)). Elle vise à rassembler des universitaires de l'ensemble du pays en vue de repenser en profondeur (et en anglais), sans dogmes ni tabous, ce qui doit advenir de notre Etat fédéral. Re-Bel organise deux événements publics par an — le prochain aura lieu le 16 décembre 2010 et portera sur la régionalisation des soins de santé et le principe de territorialité linguistique — et publie une série de e-books disponibles gratuitement, dont les deux derniers portent respectivement sur ce que les historiens et les géographes ont à nous apprendre sur l'avenir de la Belgique. Le e-book précédent a été consacré à une discussion de divers scénarios de révision de la loi de financement des régions et communautés. Il était coordonné par Paul De Grauwe et Mathias Dewatripont, deux des co-fondateurs de Re-Bel recrutés par Johan Vande Lanotte au sein de son comité scientifique.